

PRÉFECTURE DES YVELINES

ARRETE N° 04.053 *Duel*

DIRECTION DE L'URBANISME,  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU LOGEMENT

LE PREFET DES YVELINES,  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

- VU le code de l'environnement,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,
- VU l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977,
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU la circulaire du Ministère de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,
- VU la circulaire du Ministère de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,
- VU l'arrêté préfectoral n° 99-133 du 2 juin 1999 autorisant la société Entreprise CHAGNAUD à exploiter une carrière de sables et graviers au lieudit "La Petite Arche" sur la commune d'ACHERES,
- VU l'arrêté préfectoral n° 02-202 du 8 octobre 2002 autorisant la société Entreprise CHAGNAUD à modifier le phasage et le périmètre des installations classées autorisées par arrêté préfectoral n° 99-133 du 2 juin 1999,
- VU la demande de Monsieur COMTE agissant en qualité de Président, par laquelle il sollicite le transfert au profit de la société LEDUC du bénéfice de l'autorisation d'exploiter la carrière accordée à la société Entreprise CHAGNAUD, et fournit les éléments de garanties financières pour la carrière de sables et graviers sise au lieudit "La Petite Arche" sur le territoire de la commune d'ACHERES,
- VU l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Ile-de-France en date du 3 novembre 2003,

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de sa réunion du 11 février 2004,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRETE**

### **Article I :**

L'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune d'ACHERES accordée à la société CHAGNAUD située 202, Quai de Clichy 92112 CLICHY Cedex immatriculée B 311 463 046 à Nanterre, par arrêtés préfectoraux n° 99-133 du 2 juin 1999 et n° 02-202 du 8 octobre 2002, est transférée à la société LEDUC dont le siège social est situé 1, rue de Folenrue - 27202 VERNON Cedex.

La société LEDUC est tenue de respecter les prescriptions imposées par des arrêtés préfectoraux n° 99-133 du 2 juin 1999 et n° 02-202 du 8 octobre 2002 pour l'exploitation de la carrière de sables et graviers sise au lieu-dit "La Petite Arche" sur une superficie d'environ 15 ha du territoire de la commune d'ACHERES.

## ***CHAPITRE II - SANCTIONS, PUBLICITE et VOIES DE RECOURS***

### **Article II-1 : Sanctions**

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par le livre V, titre 1<sup>er</sup>, chapitre IV du Code de l'Environnement et ses textes d'application.

### **Article II-2 : Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie d'ACHERES et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché dans la mairie d'ACHERES pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

**Article II-3 : Délais et voies de recours**

(Article L514-6 du Code de l'Environnement)

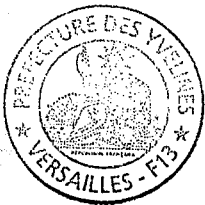
Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

1° - par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2° - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 des dispositions du Code de l'Environnement relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté.

**Article II-4**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines, M. le Maire d'Achères, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, M. l'Inspecteur des Installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.



**POUR AMPLIATION**  
**LE PRÉFET DES YVELINES**  
et par délégation  
L'Attaché, Adjoint au  
Chef de Bureau

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Grandpre'.

**Didier GRANDPRE**

Fait à VERSAILLES le 19 mars 2004

**Le PREFET des YVELINES**  
**Par délégation, le Secrétaire Général**  
**Signé : Marc DELATTRE**